

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT
DÉVELOPPEMENT CENTRE

L'Amérique latine en 2010 : des politiques migratoires au service du développement

Introduction

Pour l'Amérique latine, 2010 sera une année cruciale. Certes, la région présente des signes de reprise au lendemain de la crise économique mondiale, mais beaucoup de pays demeurent confrontés à des défis importants, dont la pénurie d'investissement, la faible productivité, la fragilité induite par l'instabilité du prix des matières premières et le ralentissement des transferts privés par les émigrés ne constituent que quelques exemples. Face à la crise, les pays latino-américains devraient s'attacher à trouver des réponses efficaces à court terme mais compatibles avec les priorités de développement durable à long terme, à savoir promouvoir la croissance tout en luttant contre la pauvreté et en réduisant les inégalités.

Le refus des mesures protectionnistes et l'amélioration des politiques migratoires peuvent se révéler très utiles pour la reprise en Amérique latine. D'après une nouvelle analyse du Centre de développement de l'OCDE, le resserrement des liens financiers et commerciaux contribuerait à renforcer la résilience des institutions face aux chocs extérieurs, et n'engendrerait pas les faiblesses qui, croit-on souvent, vont de pair avec une plus grande ouverture. Les migrations pourraient offrir une source encore inexploitée de financement de projets de développement grâce aux transferts privés à destination de la région. Une meilleure coordination des politiques migratoires et du marché du travail, dans les pays de départ comme dans les pays d'accueil, pourrait aussi contribuer à faire baisser le chômage, qui constitue l'un des problèmes les plus ardues résultant de la récession mondiale.

Que faut-il faire ? Eh bien de même que les pays latino-américains avaient amélioré leurs fondamentaux macroéconomiques et la qualité de la gouvernance économique pendant la dernière décennie, il leur faut aujourd'hui engager des réformes importantes pour dynamiser leur compétitivité sur les marchés internationaux. L'année 2010 devrait voir une plus forte réorientation des dépenses publiques vers les segments les plus pauvres de la société sans pour autant compromettre la viabilité budgétaire à long terme. En même temps, les gouvernements des pays de la région et les pays de l'OCDE devraient maximiser les possibilités de développement offertes par le triple flux des personnes, de l'argent et des idées engendré par les migrations internationales. ■

La présente Synthèse s'appuie sur l'édition 2010 des Perspectives économiques de l'Amérique latine, une publication du Centre de développement de l'OCDE qui paraît tous les ans. Le Centre dirige des analyses comparatives et favorise le dialogue informel sur les questions de développement présentant un intérêt commun pour les pays membres et non membres de l'OCDE. Son objectif est d'aider les décideurs à trouver des solutions afin de stimuler la croissance et d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement ou émergents.

**Les économies
ouvertes sont-elles
plus sensibles
à l'instabilité
mondiale ?**

**Quelles sont
les perspectives
de reprise ?**

**Qu'est-ce
qui explique
l'importance des
migrations dans
le contexte de
crise actuel ?**

**Quels sont les effets
des migrations
sur l'économie ?**

**Quelles possibilités
d'action pour les
pouvoirs publics
aujourd'hui ?**

Pour en savoir plus

Références

Où nous contacter ?

Les économies ouvertes sont-elles plus sensibles à l'instabilité mondiale ?

Les pays latino-américains qui ont ouvert leurs marchés à la concurrence internationale au cours de la dernière décennie n'ont pas forcément été plus sensibles à la crise économique mondiale. Ce constat va à l'encontre de l'idée très répandue selon laquelle les économies tributaires de la finance et du commerce internationaux sont le plus affectées par les chocs extérieurs. D'après les nouveaux indices produits pour l'édition 2010 des *Perspectives économiques de l'Amérique latine*, le fait de s'ouvrir davantage à l'économie mondiale ne se traduit pas par un accroissement de la vulnérabilité.

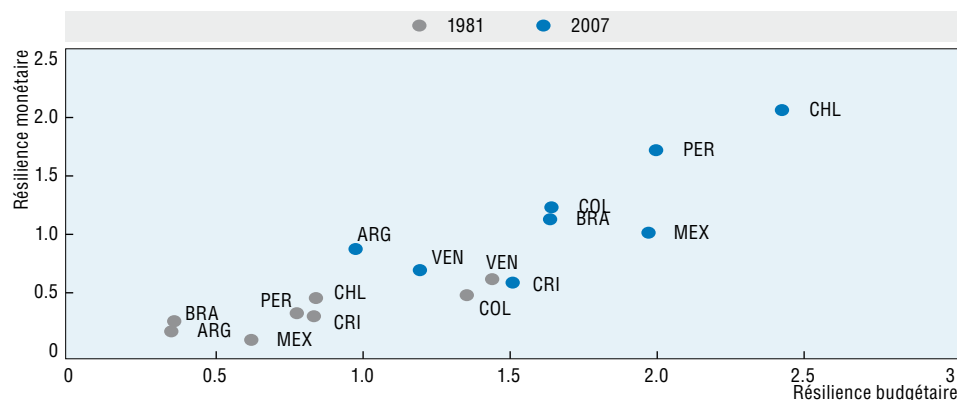
Comment expliquer ce phénomène ? Pour l'essentiel, ces dernières années, l'ouverture commerciale et financière s'est accompagnée de la création de mécanismes de résilience, ce qui a été rendu possible par l'exploitation des avantages et des opportunités résultant d'une insertion progressive de l'Amérique latine dans l'économie mondiale. Côté balance courante, par exemple, la plupart des pays de la région ont enregistré des excédents du fait de la diversification croissante de leurs exportations de produits ainsi que des destinations, et de la diversité géographique de l'origine des transferts privés. Il en va de même pour le secteur financier dont l'exposition accrue aux chocs extérieurs est contrebalancée par une liquidité et des réserves de devises étrangères plus fortes, des déficits budgétaires plus faibles, une structure plus équilibrée de la dette publique et des systèmes bancaires plus sains.

La plupart des pays latino-américains ont tiré les enseignements du passé et appris à mieux profiter des bienfaits de la mondialisation. Le meilleur exemple de ce phénomène

Encadré 1. UNE RÉGION MIEUX PRÉPARÉE

Bien que l'on parle beaucoup de la grande dépression, la situation actuelle en Amérique latine présente plus de similitudes avec la crise du début des années 80. La comparaison des indicateurs financiers et de balance courante d'aujourd'hui avec ceux de 1981 révèle que l'Amérique latine se trouve en bien meilleure position pour faire face aux turbulences internationales. Les nouveaux indices mis au point par le Centre de développement de l'OCDE comparent la résilience budgétaire et monétaire au début des deux périodes. L'indice de résilience budgétaire mesure l'aptitude à financer des politiques contracycliques en conjuguant des mesures de solvabilité, de coût de financement et d'équilibre budgétaire. À l'exception du Venezuela, les pays sont tous beaucoup mieux placés qu'au début des années 80. L'indice de résilience budgétaire traduit l'aptitude d'un pays à recourir à des mesures de politique monétaire dans les périodes difficiles, en conjuguant crédibilité de la banque centrale, disponibilité de réserves et liberté réelle des taux de change. Là encore, la comparaison montre que les pays latino-américains ont tous amélioré considérablement leur situation au cours des 25 dernières années.

Graphique 1. RÉSILIENCE BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE EN AMÉRIQUE LATINE : COMPARAISON DES ANNÉES 1981 ET 2007



Source : Centre de développement de l'OCDE (2009).

est qu'en plein milieu de la crise, les économies d'Amérique latine se révèlent moins tentées que beaucoup de pays de l'OCDE de recourir à des mesures protectionnistes. ■

Quelles sont les perspectives de reprise ?

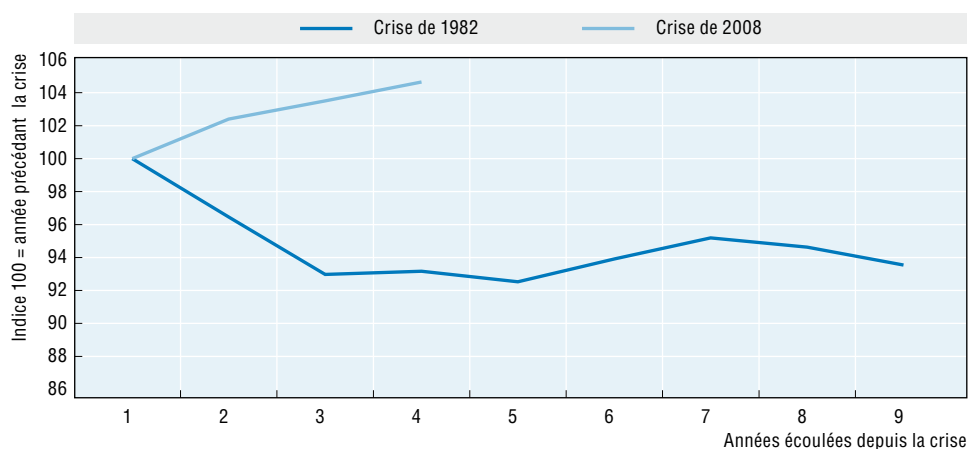
L'Amérique latine a été gravement touchée par la récession mondiale (le PIB global devrait reculer de 3.6 % en 2009), mais pour 2010, les perspectives économiques de la région sont bonnes. Avec 75 % du PIB de la région classés « Investment grade » par les grandes agences de notation (AAA à BBB), la reprise économique est déjà amorcée, ce qui permettra à l'Amérique latine de sortir de la crise plus rapidement que la plupart des pays développés. Le rythme de la reprise sera déterminé en partie par la situation mondiale, mais aussi par la capacité de chaque pays à stimuler son économie au moyen de politiques durables.

Le Chili, le Pérou, le Mexique et le Brésil, sont les pays les mieux placés pour sortir renforcés de la crise grâce aux dépenses publiques et à la mobilisation des réserves. Le recours à des plans de relance et les nouveaux investissements dans les infrastructures qui ont un effet multiplicateur sont de bon augure, mais les mesures prises pour amortir le choc ne doivent pas compromettre les fondamentaux macroéconomiques. Le débat qui s'amorce concernant une « stratégie de sortie » à mettre en œuvre quand la reprise sera pleinement confirmée, a toute sa place, encore qu'il pose moins de problèmes en Amérique latine que dans beaucoup d'économies développées.

À court et moyen terme, c'est dans la solidité des échanges et la résilience financière, et non dans l'exposition, que se trouve la solution qui permettra de surmonter la crise. La pérennisation de la reprise dépendra largement de la durabilité des politiques et de la responsabilité qui se manifesterà dans la gestion budgétaire et financière. Les pays qui diversifient leurs exportations couvrent leurs portefeuilles financiers contre les risques, évitent les risques liés aux termes de l'échange et conservent de solides réserves et des comptes publics équilibrés seront mieux placés, à terme, pour sortir renforcés. Autre facteur de reprise important, le fait de concilier les priorités immédiates avec des objectifs de développement à long terme implique de se concentrer sur la protection des plus vulnérables afin d'éviter un retour en arrière dans la lutte contre la pauvreté qui avait progressé au cours de ces 5 dernières années. ■

Graphique 2.

PIB RÉLATIF PAR HABITANT DANS LES PAYS LATINO-AMÉRICAINS ET LES PAYS DE L'OCDE : LES CRISES DE 1982 ET DE 2008



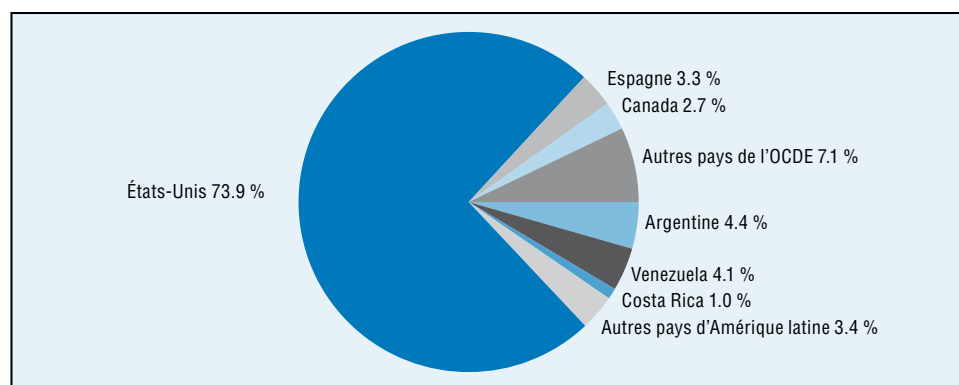
Source : Calculs du Centre de développement de l'OCDE basés sur les *Perspectives économiques de l'OCDE* (juin 2009), les publications de *Consensus Forecast* (juin 2009) et la base de données PEM du FMI (juillet 2009).

Qu'est-ce qui explique l'importance des migrations dans le contexte de crise actuel ?

L'évolution de la structure des migrations internationales influera sur la profondeur de la crise et sur l'impact de celle-ci en Amérique latine. Plus de 20 millions de Latino-Américains sont des immigrés, la proportion de Caribéens expatriés atteignant même les 10 %. Les effets de la crise dans les économies de l'OCDE, où les Latino-Américains représentent près d'un quart de la population allochtone, se communiquent à la région au travers de l'évolution de la structure migratoire et de la baisse des transferts privés. Certains des secteurs économiques les plus touchés par le ralentissement dans les économies développées sont précisément ceux qui emploient la plupart des immigrés latino-Américains, comme le bâtiment et le tourisme. L'accroissement des destructions d'emploi dans les pays d'accueil peut dissuader les Latino-Américains de quitter leur pays, et peut aussi conduire certains émigrés à rentrer chez eux. La hausse des niveaux de chômage parmi les immigrés a également pour effet d'inscrire la réforme des politiques migratoires au cœur du débat public dans les pays de l'OCDE.

La crise a même, sur les transferts privés, des effets plus graves qui, d'après les estimations, pourraient toucher 4 millions de Latino-Américains. En 2008, le montant des transferts opérés par les expatriés vers les pays de la région s'est élevé à 69.2 milliards USD au total, représentant plus de 10 % du PIB de nombreuses économies des Caraïbes et d'Amérique centrale. Bien supérieurs aux flux d'aide publique au développement, ces transferts constituent une source de capitaux indispensable pour les pays latino-américains les plus pauvres. Du fait de la crise, c'est en 2009 que, pour la première fois, les transferts privés vers la région ont diminué en termes absolus depuis que la Banque interaméricaine de développement a commencé à observer ces flux, à la fin des années 90. Toutefois, ce recul est partiellement compensé par les fluctuations de taux de change, en particulier l'appréciation du dollar des États-Unis par rapport à de nombreuses monnaies locales depuis le début de la crise. ■

Graphique 3.
LES MIGRANTS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES PAR PAYS DE DESTINATION



Source : Calculs du Centre de développement de l'OCDE basés sur OCDE (2008b), sur la base de données sur les immigrés dans les pays de l'OCDE, et sur le cycle 2000 de recensements nationaux en Amérique latine (résultats traités avec le logiciel Redatam de ECLAC + SP on-line)

Quels sont les effets des migrations sur l'économie ?

Les migrations sont essentielles pour l'Amérique latine, et peuvent jouer un rôle important dans la reprise mondiale au travers de leurs effets sur le marché du travail, la consommation et le financement. Les études révèlent que les migrations peuvent faire augmenter les salaires des travailleurs qui choisissent de ne pas s'expatrier et que, contrairement à un argument souvent avancé, elles n'ont pas d'impact négatif sur les salaires ou l'emploi dans les pays d'accueil car, pour la plupart, les travailleurs immigrés n'exercent pas les mêmes types d'emploi que les travailleurs autochtones, et ne sont donc pas en concurrence avec eux. Alors que le chômage mondial est en hausse, les migrations internationales peuvent en fait contribuer à inverser la tendance dans les pays d'origine comme dans les pays de destination en favorisant le dynamisme de l'économie. À titre d'exemple, on estime que pas moins d'un tiers de la croissance économique enregistrée par l'Espagne entre 1996 et 2006 est imputable à l'arrivée de 4.5 millions d'immigrés pendant cette période. La baisse de la demande des employeurs dans les pays de l'OCDE pourrait provoquer une modeste augmentation des migrations de retour, et dans cette perspective, l'Amérique latine pourrait récupérer une main-d'œuvre bien formée actuellement expatriée.

Comme la consommation s'essouffle dans la plupart des économies, les flux constitués par les transferts privés des expatriés peuvent aussi dopper fortement la demande intérieure. La proportion de ces fonds utilisée pour la consommation varie d'un pays à l'autre, et oscille entre 50 % environ au Brésil et en Colombie à plus de 70 % au Pérou et au Salvador. Même en tenant compte du ralentissement provoqué par la crise, les transferts privés sont nettement moins irréguliers que les autres flux externes comme l'investissement direct étranger ou les recettes d'exportations. Contrairement à une idée répandue, la consommation financée par les transferts privés peut être productive et se traduire par des investissements dans le capital humain : la capacité de maintenir les enfants scolarisés plus longtemps, par exemple, ou de consacrer plus d'argent à la santé. De surcroît, les transferts privés renforcent le pouvoir d'achat des familles bénéficiaires, qui comptent parmi les familles les plus durement touchées par la crise.

Enfin, les migrations permettent aussi d'étoffer les réserves financières des ménages et de dynamiser les marchés financiers locaux alors que les capitaux privés internationaux se font plus rares. En donnant un caractère formel aux transferts privés, on peut élargir l'accès des ménages qui en ont de tout temps été exclus à l'épargne et aux services financiers par le biais des téléphones portables, par exemple. Les portables rencontrent un grand succès et on en trouve un peu partout, même dans les régions reculées. Ils pourraient constituer un excellent instrument pour la formalisation des transferts privés pour peu que les pouvoirs publics mettent en place une réglementation adéquate. La formalisation des transferts privés représente également un potentiel inexploité pour les marchés financiers car les fonds pourraient être utilisés pour aider à sécuriser les transferts futurs et pour réduire le sentiment de prise de risques des investisseurs. La confiance des investisseurs et des marchés financiers dans les économies latino-américaines pourrait être renforcée par la garantie de futurs transferts privés et l'émission de ce qu'il est convenu d'appeler des « diaspora bonds », obligations souveraines ciblant tout spécialement les fonds des citoyens expatriés. Les agences de notation peuvent en outre inclure les transferts privés dans leurs évaluations et améliorer leur couverture des pays destinataires de ces fonds, qui pourraient alors bénéficier d'un plus large accès au crédit. ■

Quelles possibilités d'action pour les pouvoirs publics aujourd'hui ?

Il est absolument essentiel que les pays d'Amérique latine et les pays de l'OCDE améliorent la coordination de leurs politiques migratoires. Les migrations internationales constituent, par nature, une responsabilité des pouvoirs publics commune aux pays de départ et aux pays d'accueil. Cinq actions concrètes constitueraient une feuille de route pour la réforme :

- **créer un mode d'accès au marché du travail respectueux de la légalité mais avec une dimension de flexibilité pour s'adapter à la demande de main-d'œuvre.** Il faudrait que les politiques de l'emploi des pays de destination membres de l'OCDE intègrent l'idée que l'immigration en provenance d'Amérique latine peut les aider à pallier l'insuffisance de l'offre de main-d'œuvre chez eux. Les pouvoirs publics devraient notamment adapter leurs politiques migratoires et mettre à niveau leurs cadres d'intégration de manière que les migrants contribuent à répondre aux besoins en main-d'œuvre de demain dans le contexte du vieillissement démographique. Les nouvelles politiques devraient comprendre des dispositifs permettant de dissuader les migrants irréguliers et de faciliter l'entrée par les filières légales ;
- **élargir la protection sociale à un plus grand nombre de migrants latino-américains.** Il conviendrait d'encourager la mobilité et la migration de retour par le biais de programmes offrant les mesures d'incitation adéquates, et garantissant la transférabilité des prestations sociales par delà les frontières. Alors que 98 % des travailleurs mobiles se déplaçant à l'intérieur d'une zone circonscrite aux pays à haut revenu de l'OCDE sont couverts par des conventions de sécurité sociale entre pays d'origine et de destination, 15 % seulement des immigrés latino-américains bénéficient de tels dispositifs. La ratification et la mise en œuvre à bref délai du Convenio Multilateral Iberoamericano de Seguridad Social et de la Convention bilatérale de sécurité sociale entre les États-Unis et le Mexique constituent des premiers pas importants. Mais l'élargissement de ces mécanismes afin d'y intégrer un plus grand nombre de pays et de droits, s'agissant notamment de la couverture maladie, assurerait l'efficacité des programmes de retour et améliorerait les conditions de vie des migrants ;
- **multiplier les avantages résultant des transferts privés.** Les pays d'Amérique latine doivent prévoir des incitations pour que les émigrés effectuent leurs transferts privés par les filières formelles, et pour orienter ces fonds vers des investissements au profit de la collectivité suivant l'exemple donné par des programmes comme le Tres por Uno au Mexique. La création d'un partenariat public-privé permettrait aussi d'améliorer le suivi des fonds rapatriés et leur prise en compte par les agences de notation dans de nombreuses économies d'Amérique centrale ou des Caraïbes qui ne sont pas notées ;
- **abaisser le coût des transferts privés.** Il conviendrait de réduire plus encore le coût des transferts privés vers l'Amérique latine, même si des progrès considérables ont été accomplis en ce sens au cours de la dernière décennie. Une baisse du coût, même faible, peut engendrer des avantages substantiels pour les bénéficiaires. Pour ce faire, les meilleurs instruments sont l'accroissement de la concurrence et l'utilisation des nouvelles technologies. Une clarification du cadre de réglementation auxquels sont soumis les opérateurs effectuant des transferts privés par téléphonie mobile pourrait maximiser le potentiel de cet instrument de transmission peu coûteux, élargissant l'accès des personnes qui en ont toujours été exclues aux services financiers ;
- **mobiliser les diasporas.** Il convient de mettre en œuvre des politiques dynamiques visant à mobiliser les Latino-Américains et leurs enfants nés à l'étranger pour

qu'ils participent à des projets de développement dans leur pays d'origine. Ceux qui vivent à l'étranger conservent de nombreux liens familiaux et culturels avec leur pays d'origine, qui peuvent constituer une source abondante d'idées, de financements et de main-d'œuvre qualifiée. Les pays d'Amérique latine doivent intensifier leur coopération avec les organisations de migrants pour donner corps à leurs politiques du marché du travail, de protection sociale, d'intégration, de coopération pour le développement et de migrations internationales. ■

Pour en savoir plus

Pour plus d'informations sur la présente Synthèse et sur les travaux de l'OCDE sur le développement en Amérique latine, merci de contacter :

Ángel Alonso Arroba, Responsable des résultats pour les Amériques au Centre de développement de l'OCDE, tél. : +33 1 45 24 94 11, mél : angel.alonso@oecd.org.

Ou visiter les sites : www.oecd.org/development ; www.oecd.org/dev/leo.



Références

- OCDE (2009), **Latin American Economic Outlook 2010**, ISBN 978-92-64-07521-4, 50 €, 253 pages.
- OCDE (2009), **Perspectives des migrations internationales : SOPEMI 2009**, ISBN 978-92-64-06369-3, 40 €, 247 pages.
- OCDE (2009), **Perspectives économiques de l'OCDE n° 85**, ISBN 978-92-64-05459-2, 96 €, 328 pages.
- OCDE (2009), **L'emploi informel dans les pays en développement : Une normalité indépassable ?**, Études du Centre de développement de l'OCDE, ISBN 978-92-64-05926-9, 24 €, 174 pages.
- OCDE (2008), **Perspectives économiques de l'Amérique latine 2009**, ISBN 978-92-64-05170-6, 20 €, 218 pages.
- OCDE (2008), **Perspectives des migrations internationales : SOPEMI 2008**, ISBN 978-92-64-04570-5, 75 €, 424 pages.
- OCDE (2008), **A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century: Data from OCDE Countries**, ISBN 978-92-64-04090-8, 35 €, 200 pages.
- OCDE (2007), **Perspectives économiques de l'Amérique latine 2008**, ISBN 978-92-64-03978-0, 50 €, 203 pages.
- OCDE (2007), **La cohérence des politiques au service du développement 2007 : Migrations et pays en développement**, ISBN 978-92-64-02703-9, 40 €, 167 pages.
- OCDE (2007), **Faire des migrations un atout : Pour un nouveau système de mobilité**, Centre de développement de l'OCDE, ISBN 978-92-64-03743-4, 24 €, 100 pages.

Les publications de l'OCDE sont en vente sur notre librairie en ligne :
www.oecd.org/librairie

Les publications et les bases de données statistiques de l'OCDE sont aussi disponibles sur notre bibliothèque en ligne : www.SourceOCDE.org

Où nous contacter ?

SIÈGE DE L'OCDE DE PARIS

2, rue André-Pascal
75775 PARIS Cedex 16
Tél. : (33) 01 45 24 81 67
Fax : (33) 01 45 24 19 50
E-mail : sales@oecd.org
Internet : www.oecd.org

ALLEMAGNE

Centre de l'OCDE de Berlin
Schumannstrasse 10
D-10117 BERLIN
Tél. : (49-30) 288 8353
Fax : (49-30) 288 83545
E-mail : berlin.centre@oecd.org
Internet : www.oecd.org/berlin

ÉTATS-UNIS

Centre de l'OCDE
de Washington
2001 L Street N.W., Suite 650
WASHINGTON DC 20036-4922
Tél. : (1-202) 785 6323
Fax : (1-202) 785 0350
E-mail : washington.contact@oecd.org
Internet : www.oecdwash.org
Toll free : (1-800) 456 6323

JAPON

Centre de l'OCDE de Tokyo
Nippon Press Center Bldg
2-2-1 Uchisaiwaicho,
Chiyoda-ku
TOKYO 100-0011
Tél. : (81-3) 5532 0021
Fax : (81-3) 5532 0035
E-mail : center@oecdtokyo.org
Internet : www.oecdtokyo.org

MEXIQUE

Centre de l'OCDE du Mexique
Av. Presidente Mazaryk 526
Colonia: Polanco
C.P. 11560 MEXICO, D.F.
Tél. : (00 52 55) 9138 6233
Fax : (00 52 55) 5280 0480
E-mail : mexico.contact@oecd.org
Internet : www.oecd.org/centrodemexico

Les Synthèses de l'OCDE sont préparées par la Division des relations publiques de la Direction des relations publiques et de la communication. Elles sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.